

Contact : alternative.borly@protonmail.com

Site : www.alternativeborly.wordpress.com

OBJET : projet Borly II

Mesdames, Messieurs les élus,

Le CABA tient à vous rappeler et, peut-être, à vous apprendre, qu'il a proposé des scénarios alternatifs pour la zone sur laquelle est censé se déployer le projet Borly II, projet initié par l'Agglo et mis en œuvre par l'entreprise Teractem. Ce projet, nous avons pu le constater, est parfois méconnu des élus eux-mêmes. Or sa mise en œuvre est avancée, puisque l'entreprise Teractem négocie l'achat des derniers terrains et lancera, le cas échéant, les procédures d'expropriation des propriétaires récalcitrants à la fin du printemps, afin de commencer les travaux permettant d'accéder à la zone à l'automne prochain. Dès lors, nous nous excusons pour la longueur de cette lettre : mais nous aimerions que vous puissiez répondre à nos questions et il est nécessaire que nous restituions le contexte pour qu'elles soient intelligibles. Nous vous indiquons que nous rendrons publiques vos réponses (ou vos absences de réponses). Ce projet est un symptôme de ce qui se passe sur notre territoire et nous voulons savoir, clairement, comment nos élus le justifient.

1. Qu'est-ce que le CABA ?
2. Que demandons-nous ?
3. Que proposons-nous ?
4. Que fait le CABA ?
5. Questions ?

1. Qu'est-ce que le CABA ?

Le CABA est un collectif de citoyens rassemblant des agriculteurs, des citoyens, ainsi que des associations. Il s'est constitué récemment (il y a moins de 2 ans), atterré par l'idée que l'Agglo puisse mettre en œuvre le projet Borly II et détruise une zone de 20 hectares de terres agricoles d'un seul tenant, quasi plane, dans le prolongement du plateau de Loëx, alors que les terres agricoles deviennent un bien rare dans notre région.

La révision en cours du SCOT de l'Agglo serait l'occasion, pour vous, de revenir sur ces décisions ineptes et incohérentes : ineptes parce que l'Agglo ne peut se permettre de perdre autant de terres agricoles et parce que la destruction de terres agricoles est définitive ; incohérentes, parce que le projet est contraire à la lettre et à l'esprit des lois Grenelle II et des intentions affichées par l'Agglo sur la page de son site consacrée à la révision du SCOT : cette dernière « est essentielle afin de prendre en compte les évolutions du territoire et les nouvelles exigences réglementaires. [...] D'autre part, le SCOT doit intégrer les notions de préservation de la qualité de l'air et de la biodiversité, les corridors biologiques, etc. ».

Nous avons le soutien de plusieurs structures agricoles de notre territoire : de la FDSEA, de la Confédération Paysanne, de l'Association Arve Faucigny Agriculture, de la Coordination rurale des Savoie. La Chambre d'Agriculture, qui travaille avec l'Agglo sur son projet agricole, souligne elle-aussi que ce projet est malheureux et invite l'Agglo à mettre le projet en pause afin, *a minima*, d'y réfléchir. Elle indique que la révision du SCOT est le bon moment pour réfléchir au projet et à sa conformité aux exigences réglementaires. La FDSEA comme la Confédération Paysanne vous ont par ailleurs écrit pour vous demander de revoir le SCOT. Nous espérons que vous avez pu prendre connaissance de leurs lettres. Si ce n'est pas le cas, vous les trouverez sur notre site :

<https://alternativeborly.wordpress.com/les-institutions-agricoles-contre-borly-ii/>

Nous pouvons aussi vous les envoyer par mail, sur votre demande, *via* alternative.borly@protonmail.com

2. Que demandons-nous ?

Nous vous demandons, en tant qu'élus, de faire en sorte que le projet soit abandonné, que cet abandon soit indiqué dans le SCOT : actuellement zone à urbaniser, ces terres doivent devenir zone agricole (ce qu'en réalité elles ont toujours été, quelles que soient leurs appellations. Nous vous demandons également de maintenir l'activité agricole sur ces terres (3 fermes en activité actuellement) et de soutenir l'élaboration d'un pôle alimentaire de proximité.

Les 20 ha supposés disparaître sous la zone doivent donc rester au travail agricole, aux promeneurs, aux animaux et à la flore qui la peuplent ou la traversent. Si des agriculteurs de l'agglo travaillent actuellement ces terres et en ont besoin, il importe de réfléchir à la pérennité de la destination agricole de ces terrains plats et de l'intégrer dans un projet agricole de l'Agglo, qui soit conforme aux engagements du Grenelle II de 2010 (nous vous rappelons que le projet avait été décidé en amont). Le CABA a proposé que soit développé ici un projet alimentaire territorial (PAT), tel que défini dans la loi d'avenir pour l'Agriculture du 13 octobre 2014 (Art 39). Pour en savoir plus sur les PAT : http://www.maire-info.com/upload/files/guide_PAT.pdf

Certains élus que nous avons rencontrés ont exprimé leur intérêt pour un tel PAT, en soulignant qu'il pourrait se faire ailleurs. Or, il importe qu'il se fasse ici, même si rien n'empêche qu'il se déploie aussi ailleurs. L'avenir des terres de Borly II, fertiles, planes, d'un seul tenant, nous dira ce que compte devenir la région : une terre morte, exploitée de façon stupide par extension de zones mal conçues et mangeuses d'espace ou un laboratoire d'un urbanisme rationnel.

Nous vous dissuadons d'utiliser le fait que les agriculteurs qui exploitent aujourd'hui ces terres aient accepté, après discussion, certaines des conditions de Teractem pour exploiter et quitter la zone comme argument en faveur du projet : « même les agriculteurs l'ont accepté ». En effet, leur signature ne signifie pas qu'ils le font de bon cœur, en croyant que notre région va faire un bond en avant vers le progrès grâce à ce projet. Ce qu'ils ont signé leur permet d'être un peu plus sereins, puisqu'ils ne disposaient d'aucun document administratif protégeant leur activité (ce jour, ils ne disposent d'aucune copie du document signé). Ces agriculteurs, appartenant à une minorité, se plient à ce qu'ils voient comme un destin inéluctable de l'agriculture dans la région et s'efforcent d'éviter les ennuis et les coûts auxquels les conduiraient leur résistance. Dès lors ces signatures ne signifient pas un consentement à la destruction de leur milieu de travail. Les forces sont ici clairement inégales.

3. Que proposons-nous ?

Si le CABA s'oppose à la destruction de ces 20 hectares, il reconnaît la nécessité de trouver des espaces pour les artisans. Nous vous rappelons toutefois que si le projet est promu au nom de la nécessité de trouver un lieu pour des artisans, le projet est aussi un projet de zone commerciale et de logement ; les contraintes sur l'installation sont si lâches que le projet pourrait bien donner lieu à une zone commerciale de plus, contrairement à ce qui est indiqué sur les PV (il serait en effet possible, pour les artisans, de développer une activité commerciale). Plutôt que d'être uniquement dans une posture critique, même s'il s'agit de protéger ces terres et de promouvoir les activités agricoles, le CABA se veut une force de proposition et a suggéré des scénarios alternatifs pour le futur de la zone, que vous trouverez sur notre site, mais qui peuvent être résumés ainsi :

- 1 espace mutualisé de travail maraîcher pouvant accueillir plusieurs fermes travaillant en vente directe ;
- 1 espace de maraîchage associé à une légumerie pour l'alimentation collective, permettant de satisfaire les besoins des cantines de l'Agglo.

Bien entendu, ce ne sont que des scénarios qui montrent ce qu'il est possible de faire : l'avenir est ouvert.

4. Que fait le CABA ?

Le CABA travaille et des personnes effectuent bénévolement un travail qui devrait être fait par l'Agglo. Ainsi, des membres de notre collectif, qui travaillent par ailleurs pour des bureaux d'études, entreprennent un recensement des espèces (flore et faune) de la zone et s'interroge sur la dimension environnementale du projet. Nous avons aussi commencé un travail de recensement et de cartographie des « dents creuses » de l'agglo, susceptibles d'accueillir des artisans : il apparaît que l'espace ne semble pas manquer, même quand on l'exploite de façon aussi irrationnelle qu'aujourd'hui (actuellement une vingtaine d'hectares, sans compter les zones proches inexploitées, comme la zone de l'Éculaz)

Nous avons bien conscience des contraintes pesant sur notre territoire, mais notre région est riche et il s'agit ici de prendre des décisions politiques qui ont un impact économique, environnemental et esthétique. Notre territoire devrait, à l'instar d'autres régions de France ou du globe, favoriser l'agriculture, les espaces naturels, les déplacements dits doux, etc. Or il dilapide son patrimoine agricole et naturel, tout en construisant un environnement nuisible à la santé et au bien-être de ses habitants en augmentant les zones d'activités, en agrandissant ou en étendant ses voies de circulations en dépit du bon sens. Il devrait profiter des contraintes et de sa richesse pour prendre des décisions politiques fortes, plutôt que de continuer à promouvoir des politiques qui n'ont plus de sens dans le contexte actuel. Cela d'autant plus que de l'autre côté de la frontière, la Suisse protège chaque m² agricole (nous ne contestons pas ici le fait que les Suisses aient raison de préserver leurs espaces ; nous disons que nous avons tort de procéder, en France, comme nous le faisons).

Nous avons commencé à examiner les recours juridiques contre le projet. Enfin, nous rappelons que nous utiliserons tous les moyens que nous tenons pour légitimes de défendre cette zone. Celle-ci se trouve certes derrière la zone de Borly I, mais elle est aussi à proximité de la Menoge et du plateau de Loëx ; les perspectives se renversent selon le côté

où l'on regarde : là où les promoteurs du projet voit l'extension d'une zone commerciale et artisanale existante, nous voyons la prolongation d'une zone agricole et naturelle protégée. Nous vous invitons à vous rendre sur la zone, qui est invisible de la route, à aller vous balader sur ses chemins, près de la Menoge. Nous serons heureux de vous la faire visiter.

Le CABA effectue actuellement un travail d'information des citoyens de l'agglo. Il a récemment eu l'occasion de présenter son contre-projet à diverses reprises. Nous nous étonnons qu'aussi peu de personnes connaissent le projet de l'Agglo, notamment parmi les habitants de la commune de Cranves. Nous sommes atterrés par le fait qu'il soit aussi difficile, sur un territoire qui se veut un lieu démocratique, de se procurer des informations sur le projet. Nous avons nous-mêmes beaucoup de mal à nous procurer des informations. Autrement dit, les citoyens ne disposent pas des informations leur permettant de prendre facilement connaissance du projet ou de se forger un avis éclairé et certaines informations paraissent clairement dissimulées ou, du moins, retenues pour empêcher une discussion sur le projet.

En principe, les citoyens devraient avoir accès à des informations claires, simples et fiables. L'agglo utilise Facebook depuis quelques temps et nous sommes très heureux de savoir comment allumer un feu par le haut, de connaître les exploits sportifs de certains citoyens de l'agglo, mais nous aimerions aussi avoir des données sur les projets de l'agglo, sans quoi ce n'est que de la communication au sens le plus vil du terme.

5. Questions

Nous nous permettons donc de vous envoyer une liste de questions. Nous vous invitons, si vous ne pouvez répondre, à les poser à qui de droit. En espérant que vous puissiez, vous ou l'Agglo, nous permettre de trouver des explications.

Nous rendrons publiques ces réponses ainsi que vos absences de réponses, le cas échéant. Nous comprenons les difficultés de votre travail, les contraintes qui pèsent sur vous, mais nous espérons que vous ferez quelque chose et que ce travail aura des résultats. Ne rien faire, c'est capituler. Or nous espérons que vous vous êtes présentés pour que notre territoire, toujours en changement, change pour le mieux.

1. Pourquoi le projet Borly II n'est-il pas mieux connu des citoyens ? Pourquoi est-il si difficile de trouver des informations sur le projet ? Par exemple, pourquoi l'étude d'impact environnemental est-elle toujours indisponible (nous savons qu'elle existe et que certains ont en pris connaissance) ?
2. Le projet de Borly II est supposé créer 700 emplois. Or nous savons que la plupart des artisans qui veulent s'installer sur la zone travaillent déjà sur l'Agglo. Comment a été réalisée cette estimation ? Nous avons pu trouver ici et là des méthodes permettant d'effectuer ces calculs, mais il serait intéressant que tout cela soit présenté de façon transparente : les citoyens travaillent, s'occupent de leurs enfants, parents et amis, et n'ont pas le temps de chercher les informations et de se faire ingénieurs ou techniciens. En outre, quels seraient les emplois nouveaux, quels seraient les emplois déplacés ? Dans quelle proportion ?
3. Si nous reconnaissons que les artisans ont besoin de lieu de travail, pourquoi la zone de l'Eculaz (dont s'occupe la MED), qui n'est pas pleine ou d'autres zones de l'Agglo ne sont-elles pas mobilisées ? Pourquoi l'EPF, l'établissement public foncier n'aide-t-il pas les communes de l'agglo à acquérir des dents creuses, inexploitable pour l'agriculture, pour y installer les artisans, au lieu de détruire des terres fertiles et des espaces naturels ?
4. Un état des lieux des friches existantes a-t-il été fait ? Pour quels résultats ? Sachant que le CABA est en train d'effectuer ce travail.
5. Quels sont les engagements financiers déjà pris ? Comment le coût a-t-il été estimé ? Y a-t-il des projections claires ? Où en est le projet aujourd'hui ?
6. Quel est exactement le projet agricole de l'Agglo ? S'agit-il de respecter les lois a minima en classant agricoles des zones qui le sont déjà ? Nous nous posons cette question à la suite d'une enquête publique sur le déclassement des chemins ruraux qui a eu lieu à Cranves-Sales et dans lequel on trouve des formules étonnantes. Certains des chemins sont sur la zone de Borly II. Le rapport se trouve ici : http://cranves-sales.fr/wa_files/rapport.pdf

Le commissaire indique que son enquête n'a rien à voir avec Borly II, mais dans son compte-rendu, le commissaire n'aborde quasiment pas la question du déclassement des chemins et semble répondre uniquement au CABA, qui l'a

largement interpellé (notons en passant que beaucoup de mails envoyés ne sont pas explicitement répertoriés par le commissaire).

- il écrit qu'il n'y a plus d'agriculture pérenne sur Cranves. Or, non seulement, il y a des agriculteurs en activité sur Cranves-Sales, mais il y a, chaque année, des personnes qui cherchent à s'installer et ne trouvent pas de lieu où le faire.
- Il mentionne une extension des zones agricoles sur Cranves. Une fois encore, tout cela a bien un lien avec Borly II. Mais dire que la commune a « augmenté ses surfaces agricoles » est une traduction en novlangue de "un certain nombre d'ha constructibles ont été reclassés agricoles, tout en ayant été toujours cultivés". Il n'y a donc pas eu d'extension réelle des zones agricoles et, de fait, il y aura une diminution de 20 ha de ces zones avec le projet de Borly II, même si elle est actuellement classée en zone à urbaniser.
- Son argument le plus énigmatique en faveur d'un déclassement des chemins ruraux, si c'en est un, se trouve à la fin. Il indique que la population de la commune a doublé en vingt ans, en raison de la proximité du territoire helvétique. Il signale aussi que « l'autoroute, jouxtant la commune, facilite l'accès au canton de Genève. » En quoi tout cela constitue-t-il un argument en faveur du déclassement des chemins agricoles ? Faut-il conclure que l'autoroute et Genève signe la mort de l'agriculture ?

Notre question est la suivante : est-ce que vous-mêmes endossez les paroles de ce commissaire ? est-ce que l'Agglo endosse les propos de ce commissaire ? Si c'est le cas, faut-il en conclure que notre territoire va éliminer ses agriculteurs ou les cantonner dans quelques zones, avant, ultimement, de faire en sorte que l'autoroute qui mène à Genève soit utilisée à plein, que le territoire soit entièrement goudronné et bétonné et que des zones, aménagées de façon irrationnelle, envahissent le territoire ?

Nous considérons que le manque d'informations claires facilement disponibles ne facilite pas une claire démocratie à la hauteur des attentes citoyennes d'aujourd'hui.

Nous considérons que la destruction de zones naturelles et agricoles, l'absence de projet agricole local, l'absence d'engagements radicaux sur l'emprise au sol revient à détruire notre territoire et notre agriculture, ce que ne justifie aucune contrainte, compte tenu de la richesse et des possibilités ici encore ouvertes.

La politique consiste à faire en sorte que les habitants actuels et futurs puissent vivre mieux. Il faudrait s'entendre sur ce mieux, mais le cas Borly II est une bonne occasion de savoir ce que vous en pensez.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute information supplémentaire et surtout recevoir vos réponses : nous publierons un tableau récapitulatif des réponses et non-réponses de ce questionnaire envoyé à l'ensemble des élus communautaires.

Avec détermination, cordialement,

Pour le CABA ,
Mme Sylvie Dumard, M. Stéphane Dunand